

Décision n° 2018-410

autorisant des travaux dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, et la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande déposée le 09 octobre 2018 par Monsieur BIGATTI Max-François,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 19 octobre 2018,

Considérant que la demande porte sur des travaux de réfection d'un mur de pierres sèches soutenant une propriété bâtie du hameau des Laves de Barels,

Considérant à ce titre que ces travaux relèvent d'une opération nécessaire à la conservation d'éléments du patrimoine historique ou culturel du Parc national,

Décide :

Article 1 :

Monsieur BIGATTI Max-François, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des travaux ayant pour objectif la restauration d'un mur de soutènement situé en limite de la parcelle n°383 section A de la commune de Guillaumes.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 novembre 2018.

Article 3 : prescriptions relatives aux travaux

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. La reconstruction du mur sera intégralement réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, à partir des matériaux constituant l'ancien muret. Aucun mortier à liant n'est autorisé.

3.3. Le prélèvement de pierres complémentaires n'est autorisé que dans le périmètre des parcelles bâties appartenant au bénéficiaire.

3.4. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

3.5. A l'issue des travaux, l'ensemble des éventuels déchets et résidus (canettes, mégots, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur du Parc national vers les installations de traitement autorisées.

Article 4 : autres activités soumises à autorisation ou déclaration préalable

4.1. la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée du chantier

4.2. A ce titre, cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national, ni des démarches rendues nécessaires par les autres législations en vigueur.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

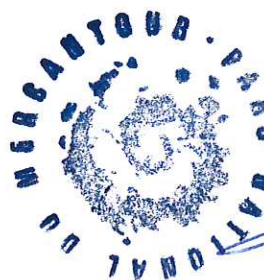
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 19 octobre 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER